



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD-CADRE DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025

Déploiement d'unités embarquées des véhicules
d'exploitation gestionnaires (UEVg), C-ITS et
développements informatiques associés :

Achat d'UEVg, installation, maintenance, supervision
via des serveurs dédiés sur les sites de l'ensemble des
DIR

Numéro de consultation : DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025

Procédure de passation : Appel d'offre ouvert

Date limite de remise des offres : Le 25 juillet 2025

TABLE DES MATIERES

Article 1- Acheteur	4
Article 2- Contexte, objet et objectif de l'accord-cadre	4
Article 3- Durée de l'accord-cadre et des lots.....	5
Article 4- Conditions de la consultation	5
4.1 Variantes	5
4.1.1 Variantes obligatoires	5
4.1.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	5
4.2 Prestations supplémentaires éventuelles	6
4.3 Traitement de données à caractère personnel	6
4.4 Secret des affaires.....	7
4.5 Clause d'insertion par l'activité économique	7
4.6 Considérations environnementales	7
Article 5- Information des candidats	8
5.1 Contenu des documents de la consultation.....	8
5.2 Modalités de retrait et de consultation des documents	8
5.3 Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	8
5.4 Modification de détails des documents de la consultation	9
5.5 Prolongation du délai de réception des offres	9
Article 6- Candidature	9
6.1 Motifs d'exclusion	9
6.2 Conditions de participation.....	9
6.3 Présentation de la candidature	9
6.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	10
6.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....	10
6.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	10
6.4.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques	10
6.4.2 Conditions de présentation	10
6.4.3 Forme du groupement	11
6.4.4 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	11
6.4.5 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....	11
6.5 Précisions concernant la sous-traitance.....	11
6.5.1 Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance	11
6.5.2 Tâches essentielles	11
6.5.3 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	12
6.5.4 Autre forme de candidature.....	12
6.6 Examen des candidatures	12
6.6.1 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	12
6.6.2 Transmission des documents justificatifs	13
6.6.3 Vérification des motifs d'exclusion	13
Article 7- Offre	13

7.1	Présentation de l'offre	13
7.2	Examen des offres.....	14
7.2.1	<i>Critères d'attribution</i>	14
7.2.2	<i>Méthode de notation des offres</i>	14
7.2.2.1	Appréciation du critère prix	14
7.2.2.2	Appréciation du critère technique.....	15
7.3	Durée de validité des offres	15
Article 8-	Modalités de transmission des plis	16
8.1	Date et heure de réception des plis.....	16
8.2	Conditions de transmission des plis.....	17
Article 9-	Attribution du marché	19
9.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	19
9.2	Interdiction d'attribution	20
9.3	Mise au point	21
9.4	Signature du marché.....	21
Article 10-	Langue	21
Article 11-	Contentieux	21
Article 12-	Modalités de signature électronique	21

Article 1 - Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) Direction des Mobilités Routières (DMR) Sous-direction du pilotage de l'entretien, et de l'exploitation du réseau routier national non concédé et de l'information routière (PEI) Bureau de l'information routière, des systèmes d'information et des systèmes de transports intelligents coopératifs (PEI-ISC)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Sandrine CHINZI Directrice des Mobilités Routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Madame Marie Christine ESPOSITO Cheffe du bureau PEI-ISC Monsieur Sylvain BELLOCHE Adjoint à la Cheffe du bureau PEI-ISC
Courriel	marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr

Article 2 - Contexte, objet et objectif de l'accord-cadre

Depuis quelques années, dans le cadre des projets C-ITS européens SCOOP, C-Roads France, InterCor puis InDiD, le Ministère a déployé en expérimentation un certain nombre d'unités embarquées dans les véhicules d'exploitation des gestionnaires routiers afin notamment de pouvoir signaler la présence et les activités réalisées par les agents sur les routes, à des fins de sécurité routière, principalement celle des agents en intervention sur le réseau. Lors de ces projets, une application nationale a également été développée afin de représenter la partie applicative pour correspondre au mieux aux métiers des agents d'exploitation.

Désormais, le Ministère prévoit un déploiement généralisé de ces UEVg sur l'ensemble de sa flotte de fourgons d'intervention et d'entretien, voire des autres véhicules susceptibles de s'arrêter sur le réseau, dans le cadre du projet SCALE, projet en cours de signature de subvention par la Commission européenne.

Ce marché fait suite au marché DGITM-DMR-PEI-ISC-19-2024 déclaré sans suite par une décision en date du 13 décembre 2024 pour cause d'infructuosité ainsi qu'au marché DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 dont le lot n°2 a été déclaré sans suite en date du 23 avril 2025 pour motif d'intérêt général.

Le lot 1 du marché DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 dont l'objet est le maintien et l'évolution applicative de la solution informatique appelée « application SCOOP-UEVg » ainsi que l'interfaçage avec les modules métier

d'autres solutions (main courante embarquée notamment) est sur le point d'être conclu.

Cette solution dans sa globalité permet à fois le traitement des cas d'usage C-ITS permettant de signaler l'activité des agents sur le terrain aux usagers depuis leurs véhicules, mais également les échanges d'informations propre au gestionnaire routier avec pour objectif le suivi de l'état du réseau et des événements qui y surviennent.

L'objet du présent marché a pour objet la fourniture, la mise en service et la maintenance d'Unités Embarquée dans les Véhicules appelées UEV. Dans la continuité des ambitions du projet SCALE de déploiement des C-ITS sur le réseau français, ce nouveau marché prévoit le déploiement d'environ 2000 UEV.

Le présent accord cadre est un marché de fournitures.

Nomenclature principale (cpv): 3020000 : Matériel et fournitures informatiques

Article 3 - Durée de l'accord-cadre et des lots

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour une durée de 2 ans.

Le marché est reconductible 2 fois un an tacitement.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur doit en informer le titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction.

Article 4 - Conditions de la consultation

L'accord-cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximum est de 13 M € HT.

Ce montant maximum correspond à environ 3 fois son montant estimatif.

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

L'accord cadre est mono-attributaire et s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande.

4.1 Variantes

4.1.1 Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

4.1.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

4.2 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.3 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (lieu de résidence, sexe, âge, type de ménage, catégorie socio professionnelle, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant

Le Ministère de l'action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO)

La Direction des achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données

dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

4.4 Secret des affaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité dans les conditions prévues à l'article correspondant du CCAP du présent marché. Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

4.5 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

4.6 Considérations environnementales

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Article 5 - Information des candidats

5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) de l'accord cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-012-2025 et son annexe le modèle d'engagement de confidentialité ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe à savoir le bordereau des prix unitaires (y compris l'engagement du candidat relatif à l'application de la clause d'insertion par l'activité économique) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières de l'accord cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont le contenu est précisé au chapitre 5 du CCTP (des annexes sont publiques, d'autres confidentielles à obtenir après signature de l'engagement de confidentialité)
- Le détail des quantités estimatifs (DQE) (non contractuel).

Afin de permettre au soumissionnaire d'affiner son chiffrage, pourront lui être fournis sur demande et sur engagement de confidentialité les spécifications détaillées et documents de conception, ainsi que les codes sources de l'application nationale.

Un modèle d'engagement de confidentialité se trouve en annexe du présent RC.

5.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

La documentation précisée à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation n'est accessible aux candidats qu'après remise :

- de l'engagement de confidentialité mentionné à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation ;
- d'un extrait de Kbis (ou équivalent) et/ou d'une délégation de signature permettant d'attester de la qualité du signataire de l'engagement de confidentialité.

Cette remise d'engagement de confidentialité (dont le modèle se trouve en annexe du présent RC), ainsi que la transmission de la documentation sont effectuées depuis le module « questions-réponses » de la plateforme PLACE.

5.3 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, jusqu'à **neuf (9) jours** avant la date limite de réception des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard **six (6) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

5.4 Modification de détails des documents de la consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation « phase offre ».

Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 (six) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres (offres initiales, intermédiaires ou finales).

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

5.5 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Article 6 - Candidature

6.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

6.2 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

L'acheteur fixe le(s) minimum(s) de capacité(s) exigé auxquelles doivent répondre les candidats afin de s'assurer qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le marché public (renseignements relatifs à la capacité économique et financière).

6.3 Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- Ou Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

6.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

6.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 est complété pour chaque membre du groupement.
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2, ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

6.4.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

6.4.2 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

6.4.3 Forme du groupement

Le marché sera conclu :

- Soit avec une entreprise unique ;
- Soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

6.4.4 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct (cf. point 5.3.1 pour modalités d'accès au DUME).

6.4.5 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les formulaires ci-après :

- Le formulaire DC1 est complété pour chaque membre du groupement (1 seul DC1 pour le groupement) ;
- Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement (autant de DC2 que de membres du groupement).

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.5 Précisions concernant la sous-traitance

6.5.1 Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

6.5.2 Tâches essentielles

En cas de sous-traitance, l'acheteur considère que chaque tâche peut être sous traitée. Cependant, la sous-traitance totale des prestations est interdite.

6.5.3 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V (cf. point 5.3.1 pour modalités d'accès au DUME).

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat.

Le formulaire DC4 est téléchargeable *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

6.5.4 Autre forme de candidature

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

6.6 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

6.6.1 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années. Pour les entreprises nouvelles, tout autre élément permettant au pouvoir adjudicateur d'évaluer leurs capacités est admis.
- La liste des principales prestations exécutées les trois dernières années similaires à l'objet du marché, avec indication du montant, de la date et du destinataire (public ou privé) de la prestation. Pour les entreprises nouvelles, tout autre élément permettant au pouvoir adjudicateur d'évaluer leurs compétences est admis.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen

considéré comme approprié par l'acheteur.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas de l'aptitude ou des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

6.6.2 Transmission des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Dans ce cas, le candidat précisera dans son offre le moyen retenu afin d'accéder aux documents justificatifs.

6.6.3 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R. 2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Article 7 - Offre

7.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise
- L'annexe à l'acte d'engagement relatif à la clause sociale;
- Le bordereau des prix unitaire complété ;
- Le détail quantitatif estimatifs complété et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise (document non contractuel) sous la forme d'un tableau modifiable ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Le mémoire technique comportant obligatoirement les chapitres suivants :
 - Présentation des enjeux, de l'étendue de la mission et des contraintes
 - Présentation des dispositions spécifiques proposées pour assurer l'étape "préparation"
 - Présentation des dispositions spécifiques proposées pour assurer l'étape "prototypage et développements initiaux"
 - Organisation générale pour l'ensemble des prestations (notamment lors de l'étape industrialisation) : méthodologie, outils proposés, architecture technique, contraintes à prendre en compte

- Présentation des intervenants pressentis et de leurs compétences relativement à l'objet du lot
- Présentation des modalités envisagées par le candidat pour assurer la qualité de ses prestations, avec notamment une première proposition de PAQ

Les annexes au CCTP sont précisées dans le chapitre 5 de celui-ci.

7.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

7.2.1 Critères d'attribution

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures en application des dispositions de l'article R. 2161-4 du code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères d'attribution pondérés suivants (les sous-critères sont détaillés plus bas) :

Critère	Pondération
Prix de l'offre	40%
Mémoire technique	60%

Soit :

$$Note\ de\ l'offre_{entre\ 0\ et\ 100} = Note\ du\ prix\ de\ l'offre * \frac{40}{20} + Note\ technique\ de\ l'offre * \frac{60}{20}$$

7.2.2 Méthode de notation des offres

7.2.2.1 Appréciation du critère prix

Le RPA, lors de l'examen des offres, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estime nécessaires.

Le montant estimé est égal à la somme des montants estimés des prestations, elles-mêmes basées sur une quantité estimée de commande. Les candidats sont invités à remplir entièrement les devis quantitatifs estimatif fournis, qui reprend l'hypothèse du volume des prestations à bon de commande, afin de déterminer le montant d'une offre.

Le détail quantitatif estimatif sert à comparer les offres financières entre elles. Ce n'est en aucun cas un engagement de commande et n'a pas de valeur contractuelle.

L'offre la moins disante a la note maximale de 20.

Si le montant estimé de l'offre est supérieur ou égal à l'offre du moins disant majorée de 100%, alors la note 0 sera attribuée à l'offre.

Sinon, la formule utilisée pour la notation du critère prix est la suivante :

$$Note\ du\ prix\ de\ l'offre_{(entre\ 0\ et\ 20)} = 20 * \frac{Montant\ estimé\ de\ l'Offre\ minimale}{Montant\ estimé\ de\ l'offre}$$

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement n'est pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la liste des prix est rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui sont constatées dans cette liste des prix sont également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la liste des prix qui est pris en compte.

7.2.2.2 Appréciation du critère technique

Le critère technique a pour objectif l'évaluation de la compréhension du sujet par le candidat, de ses propositions techniques et de sa qualité afin de limiter le risque pris par le pouvoir adjudicateur sur la non-obtention de ce qui est attendu dans le marché au cas où ce candidat serait retenu.

Ce critère est décomposé en 6 sous-critères qui seront évalués et notés séparément.

Sous-critères	Points maximum attribués
1.Conpréhension des enjeux, des missions et des contraintes	2 pts
2. Pertinence et complétude des dispositions proposées pour assurer l'étape "préparation"	2 pts
3. Pertinence et complétude des dispositions proposées pour assurer l'étape "prototypage et développements initiaux"	3 pts
4. Pertinence de l'organisation envisagée, méthodologies employées, architecture technique et outils proposés	6 pts
5. Compétences des intervenants	5 pts
6. Pertinence des modalités envisagées pour assurer la qualité des prestations	2 pts

$$Note\ technique\ de\ l'offre_{(entre\ 0\ et\ 20)} = \sum_{x=1}^{x=6} Nombre\ de\ points\ attribués\ à\ l'offre\ pour\ le\ sous\ critère\ X$$

Dans le cas où les intervenants proposés ne rempliraient pas aux obligations minimales indiquées dans le CCAP (anglais, développement informatique, designer, etc.), la note minimale de 0 est attribuée au sous critère 5.

7.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires *via* la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

Article 8 - Modalités de transmission des plis

8.1 Date et heure de réception des plis

Les plis de l'offre initiale doivent être transmis au plus tard le **25 juillet 2025**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

8.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs sont rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel n'est accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme PLACE (PLateforme des AChats de l'Etat) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouvent sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « Guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « Aide » de la PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au Pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE notamment, ceux du type « *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr* », ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise au Pouvoir adjudicateur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par le Pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait sous cette forme et à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">Copie de sauvegarde du marché n° DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025</p> <p><u>Objet</u> : ACCORD-CADRE DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 Déploiement d'unités embarquées des véhicules d'exploitation gestionnaires (UEVg)</p> <p style="text-align: center;">Achat d'UEVg, installation, maintenance, supervision via des serveurs dédiés sur les sites de l'ensemble des DIR</p> <p style="text-align: center;">"A n'ouvrir que par le destinataire"</p> <p style="text-align: center;">Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des mobilités routières Sous-direction du pilotage de l'entretien, et de l'exploitation du réseau routier national non concédé et de l'information routière Bureau de l'information routière, des systèmes d'information et des systèmes de transports intelligents coopératifs (PEI-ISC)</p> <p style="text-align: center;">A l'attention de Madame Marie Christine ESPOSITO ou de M Sylvain BELLOCHE Tour Séquoia 1 place Carpeaux 92055 LA DÉFENSE CEDEX</p>
--

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 9 - Attribution du marché

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R. 2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir:

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTR1), à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques ;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun ;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D. 8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;

- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 (de moins de 3 mois) ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - Certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)) de moins de 6 mois
 - Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance de moins de 6 mois.
 - Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1 du code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

9.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen, ...)

9.3 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché.

Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

9.4 Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article « MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE ».

Article 10 - Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 11 - Contentieux

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 12 - Modalités de signature électronique

La signature s'effectue par voie électronique.

La signature manuscrite doit rester l'exception.

La signature manuscrite des documents se déroule de la manière suivante : toutefois, si l'attributaire du marché n'a pas la possibilité de signer électroniquement les pièces du marché qui le nécessitent (acte d'engagement, mise au point, ...), il transmet l'original desdites pièces par courrier à la personne en charge de l'exécution du marché dont les noms et coordonnées figurent dans l'acte d'engagement (AE)

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil

d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.